

un exemple lorsque le centre, à la tête duquel se trouvait Tchernov, (je ne parle pas de la « droite » s.-r., car elle avait déjà perdu pied), fut abandonné par les organisations populistes ouvrières et provinciales, par les comités du parti qui « tenaient de près à la terre », et lorsque ces groupements passèrent à nous, nous sentîmes cette fièvre latente dans l'armée et dans les masses paysannes avec lesquelles notre liaison s'étendait de jour en jour.

D'autre part, nous voyions, plus clairement peut-être qu'il n'était permis aux bolchéviks, à quel point le pouvoir était déjà décomposé. Nous observions directement les manœuvres de coulisses qui décidaient des « actes gouvernementaux », tandis que les bolchéviks ne pouvaient que contempler la façade, et encore à distance ; en ces jours-là, en effet, nous faisons corps avec « le parti dirigeant » ; du moins nous tolérât-on dans ce milieu, sur une double surveillance, surveillance policière et surveillance du parti. Après tout, nous avions encore nos entrées au palais du Comité Central, rue Galernaïa ; nous assistions aux réunions, à titre de représentants élus d'organisations que le parti officiel n'avait pas encore excommuniées. Bref, nous pouvions « voir et savoir ». Et dans la mesure où il nous était accordé de voir et de savoir, ceux d'« en haut » comme ceux d'« en bas » s'accordaient à nous dire que « le pouvoir de mars était mort, enseveli depuis trois jours et déjà sentant mauvais »... S'il en était ainsi, il fallait bien prévoir l'avènement des Soviets à un pouvoir sans partage.

Nous ne pensions pas que le Gouvernement Provisoire pût opposer quelque résistance au coup d'Etat ; nous estimions que le pouvoir passerait aux travailleurs, personnifiés par les Soviets ouvriers et paysans. Nous en étions tellement sûrs qu'après avoir formé bloc avec les bolchéviks et ratifié officiellement cette alliance, le 7 octobre, — lorsque ceux-ci sortirent du « Conseil de la République », nous nous posâmes en adversaires déterminés de la prédication insurrectionnelle de Lénine. Une insurrection qui n'aurait que « les apparences » de la violence ne pouvait, à notre avis, que compliquer inutilement la situation : en amenant une sanglante rupture avec toute la bourgeoisie, y compris ses éléments les plus radicaux (c'est-à-dire les partis socialistes de droite), cette insurrection nous jetterait hors de la lutte des classes, de la lutte sociale pour nous précipiter dans la guerre civile, dans la guerre politique. Le mouvement avorterait ainsi, fatalement, dans l'impasse bourgeoise. Il ne serait plus qu'une manœuvre à l'ancienne manière pour la conquête de l'Etat. Déjà, sous Kérénsky, lorsque les Soviets dégénéraient, nous avions couru ce danger. En effet, pour remporter la victoire, en cas de conflit sanglant, dans la pénible lutte politique qui s'annonçait, il était nécessaire d'agir dans un esprit tout différent : il fallait absolument renoncer à l'Etat, il fallait une révolte, mais non pas une guerre ; ou bien alors, il fallait trouver un solide appui, il fallait reconstruire un Etat, un pouvoir politique des plus fermes : cette œuvre ne pouvait s'accomplir sur des ruines... Les bolchéviks ne pouvaient accepter la solution d'une révolte destinée à « supprimer le pouvoir politique » : leur toute puissante influence devait donc nous pousser dans la seconde voie. Mais, dès lors, on pouvait prévoir qu'après la conquête du vieil Etat petit-bourgeois, les vainqueurs s'occuperaient de consolider et non de détruire ce dont ils se seraient emparé. Et, bien entendu, ils recourraient, pour consolider ce pouvoir, aux procédés traditionnels, aux anciennes formules ; on ne peut, en effet, bâtir du « neuf » que sur un terrain entièrement

nettoyé, débarrassé même des anciennes fondations. Or, la destruction à outrance était impossible, des raisons de politique et de stratégie ne l'auraient pas permise ; nous entrions donc dans le cercle fatal auquel, tant de fois, dans nos discours, nous avions prétendu échapper : nous arrivions à reconstruire l'Etat.

Le système des Soviets essentiellement anti-politique et anti-étatiste (comme nous le comprenions du moins) n'était plus réalisable dans ces conditions ; c'était « un beau rêve qui se perdait pour nous dans les brumes de l'avenir ». Les partis mêmes qui accompliraient le coup d'Etat étaient condamnés à dégénérer en institutions politiques : ils devaient abandonner leur caractère essentiellement révolutionnaire avant d'avoir réalisé véritablement, en profondeur, la révolution sociale.

Une conclusion s'imposait donc : l'extrême gauche n'avait pas le droit, pour le moment, d'assumer à elle seule le pouvoir, ce qui équivaldrait à un suicide. Pour le gros travail de « la période de transition », pour la recherche d'une solution provisoire aux questions politiques, solution qui permettrait ensuite de réaliser le véritable système soviétiste, de remplacer méthodiquement les anciennes formes sociales par de nouvelles, de transfigurer la société, — pour cette tâche, il était nécessaire, selon notre conviction, d'utiliser les « partis socialistes » de droite, sous la pression constante des masses révolutionnaires dirigées par les bolchéviks et les socialistes-révolutionnaires de gauche : la droite, ainsi chargée d'accomplir ce travail, se serait elle-même discréditée, elle aurait nécessairement succombé et, sur son cadavre, on pouvait édifier le nouveau régime véritablement, authentiquement (je souligne ce mot) soviétiste.

Que nous ayons eu raison ou tort de résoudre ainsi la question, la vérité est que nous pensions ainsi à ce moment-là. Logiquement, nous devions donc nous opposer à l'appel de Lénine, à l'idée d'une insurrection immédiate.

Et cependant, tout ce que nous faisons nous paraissait dès lors inutile : nous étions « condamnés ». Dans les meetings, il est vrai, les soldats et les ouvriers applaudissaient nos orateurs, — mais à quoi applaudissaient-ils en réalité ? A la voix, au son, — non pas au sens des mots. Ils continuaient de penser « à leur manière ». Et devant cette pensée secrète, quelle force pouvaient avoir, en ces jours-là, tous nos raisonnements sur « le système de pouvoir », sur « la priorité de la question sociale », sur « la période de transition », etc., tandis que retentissait près de nous le cri de guerre de Lénine, si sonore, si expressif, si intelligible pour les masses déjà soulevées.

Nous autres, socialistes-révolutionnaires de gauche, nous n'avions rien à dire pour étouffer cet appel. Les bolchéviks restaient donc, incontestablement, seuls maîtres de la situation. Toute la région du Nord, avec ses Soviets et ses garnisons, y compris les régiments de Pétersbourg, leur appartenait : ils avaient donc un front assuré, ils avaient un arrière pour toutes les opérations qu'ils allaient entreprendre. Les 10 et 12 octobre, le Congrès des Soviets des Provinces Septentrionales s'engagea solennellement à soutenir l'insurrection qui s'annonçait. Le 21 octobre, une réunion générale extraordinaire des comités régimentaires de la garnison de Pétersbourg saluait déjà par une résolution adoptée à l'unanimité « la formation d'un Comité de Guerre Révolutionnaire », c'est-à-dire du premier organe de combat dans lequel se réalisait enfin le nouveau pouvoir soviétiste ; la réunion promettait aide et assistance au Comité dans toutes ses entreprises. Le 22 octobre fut « le Jour du Soviet de Pétersbourg » ; d'innombrables réunions eurent lieu, dans lesquelles la foule manifesta un extraordinaire enthousiasme. A la